

LE DÉVELOPPEMENT " SOUTENABLE " : UN RÉFORMISME RADICAL POUR LE XX^E SIÈCLE

Alain Lipietz, député européen " Vert "

UNE FOIS ENCORE les citoyens ont boudé les urnes, boudé une Europe et des gouvernements incapables d'apporter des solutions à la précarité, au chômage, à l'exclusion, incapables de résoudre aussi bien les problèmes quotidiens que ceux qui se posent à l'échelle planétaire. Pourquoi voter si le pouvoir politique est devenu un acteur impuissant face aux entreprises mondiales et " aux marchés " ?

Nous savons que la société est actuellement lancée à toute vitesse dans une course qui la conduit droit dans le mur, que sa direction est aux mains d'une élite libérale et productiviste qui attendra qu'il soit trop tard pour donner le coup de frein. Nous savons que les colmatages de la social-démocratie ne suffiront pas à éviter l'écueil. Nous savons aussi, qu'après la chute du mur de Berlin et l'effondrement des régimes socialistes à l'est, nous ne pouvons changer la société de fond en comble, et d'un coup de baguette magique abolir la division du travail et les rapports marchands.

Pour autant, il ne s'agit pas de dire : " tout est fichu, rien n'est possible... Avec la mondialisation, l'économie de marché globalisée, le libéralisme... ". Cette idéologie du désespoir ne fait qu'entériner ce qu'elle prétend combattre : " après moi, le déluge ".

Nous avons le devoir d'être réformiste, et de chercher à infléchir l'évolution de la société. Nous avons même le devoir de défendre un réformisme radical qui infléchisse la société jusqu'à proposer un autre mode de vie, de production, de consommation, de distraction. En un mot, une alternative au libéralisme. Ce nouveau modèle, que les écologistes appellent de leurs vœux, est celui du " développement soutenable ", c'est-à-dire un développement qui permette à chacun de satisfaire ses besoins, en commençant par ceux des plus démunis, sans compromettre la possibilité pour les générations suivantes de satisfaire les leurs.

Pour ce faire, il nous faut revisiter la notion de progrès. Après Auschwitz et Hiroshima, Tchernobyl et la déchi-

rure de la couche d'ozone, ou plus récemment la crise de la vache folle, il nous faut tirer les conséquences d'un progrès qui n'apparaît plus comme linéaire et continu, et comprendre que le progrès est à domestiquer pour que l'activité économique serve effectivement les humains. L'écologie politique contemporaine s'est construite contre le productivisme qui épuise sans compter les ressources naturelles et dérègle les écosystèmes. Destructeur à long terme, ce productivisme ne parvient plus à trouver un équilibre, entre les forces du capital et du travail, qui permette une allocation et une redistribution plus juste et solidaire de ses fruits à court terme. Oui, les écologistes sont des progressistes, mais leur conception du progrès diffère de celle que porte le socialisme et ouvre sur un nouveau paradigme et de nouvelles propositions.

Premier impératif du développement soutenable : sortir du couple État/Marché en redécouvrant le mouvement mutualiste, associatif et coopératif, en développant un tiers-secteur de services au public, subventionné mais autogéré et contrôlé par les usagers. Le partage du travail et la création de nouveaux services collectifs portés par un tiers-secteur d'utilité sociale et environnementale, accompagnés d'un réexamen radical des " besoins ", doivent ouvrir la porte à un retournement culturel qui donne plus de place au temps libre par rapport au temps consacré à augmenter son pouvoir d'achat, qui redonne vie aux territoires ruraux et urbains et retisse les liens sociaux.

Second impératif du développement soutenable : redéfinir la valeur marchande des biens de consommation qui ne doit pas seulement refléter le travail incorporé par la production mais aussi intégrer la dégradation de l'environnement que celle-ci aura provoquée. La boîte à outils existe : réglementations et normes, pollutaxes et quotas transférables... La palette est large ; au pouvoir politique d'impulser une réglementation environnementale et de la décliner à l'ensemble des politiques sectorielles (agriculture, transport, énergie, etc.).

une alternative
au libéralisme

L'écologie politique retravaille sans les renier, les trois piliers du " progrès " que sont la liberté, l'égalité et la fraternité. La liberté devient autonomie, capacité de maîtriser sa propre trajectoire à l'échelle de l'individu ou d'un groupe. L'égalité devient solidarité, rapport conscient et réflexif de chacun aux autres. La fraternité devient responsabilité de chacun envers tout et devant tous, prise de conscience des conséquences pas toujours maîtrisées de ses propres actes, à l'autre bout du monde et pour les générations futures.

C'est à partir de ces valeurs rénovées que l'écologie fait le pari de redonner le goût de la politique aux citoyens pour qu'ils ne délaissent plus leurs droits, si essentiels pour faire vivre la démocratie, et pour qu'émerge un nouveau civisme.